



Communiqué : 5,2 %, le compte n'y est pas. Le gouvernement ne répond pas à l'inflation.

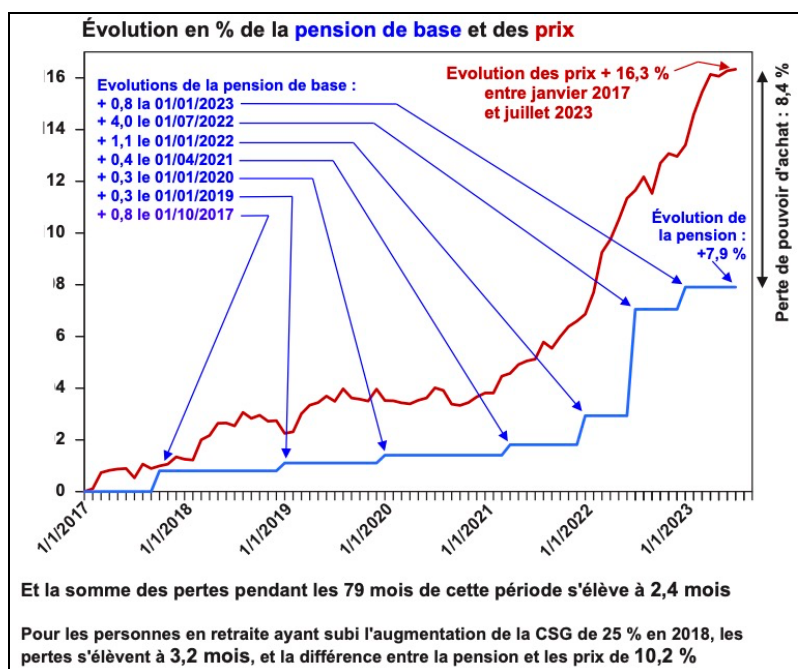
Le gouvernement vient d'annoncer une revalorisation des pensions de 5,2 % au 1^{er} janvier 2024. Si le gouvernement appliquait la loi (article L161-25 du code de la Sécurité sociale), les pensions devraient augmenter d'au moins 5,35 %, et même plus en ajoutant l'inflation des mois de septembre et octobre 2023 lorsqu'elle sera connue.

Le gouvernement, pourtant garant de la loi, ne la respecte pas. Il appauvrit les retraité·e·s une fois de plus. C'est un scandale, à un moment où les associations caritatives subissent une augmentation du nombre de demandeurs, où plus d'une personne sur trois n'a pas les moyens de faire trois repas par jour.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, les années du Président Emmanuel Macron ont fait perdre 8,4 % et l'équivalent de 2,4 mois de pension, et même, pour celles et ceux qui ont subi l'augmentation de la CSG au 1^{er} janvier 2018, 10,2 % et 3,2 mois de pension !

Ajoutons qu'avec la hausse du coût de l'énergie et des carburants, la hausse programmée des complémentaires santé, l'augmentation des franchises sur les médicaments, les 5,2% d'augmentation seront loin de couvrir cette hausse des retraites.

Les 9 organisations de retraité·e·s revendiquent une augmentation immédiate de 10 % des pensions, à valoir sur un véritable rattrapage du pouvoir d'achat, la compensation des pertes subies et appellent à intensifier la signature de la pétition <https://chnng.it/DWNh5nnd88>



L'exigence d'une revalorisation des pensions et retraites sur le salaire moyen est plus que jamais d'actualité.

10 % immédiatement et négociation pour rattraper le pouvoir d'achat perdu, c'est le minimum !
Les retraité.es le diront haut et fort le 24 octobre.

Pour les 9 organisations de retraité·e·s :

- Marc Bastide (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)
- Paul Barbier (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)
- Laurence Naudin (UNAR-CFTC, 45 rue de la Procession, 75015 Paris)
- UNIR CFE-CGC, 42 avenue de la porte de Clichy, 75017 Paris
- Marylène Cahouet (FSU, 22 rue de la Malmaison 93 170 Bagnolet)
- Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)
- Jacques Brillat (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)
- Roger Perret (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)
- Bernard Serra (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)